

Assemblée des délégué-e-s du 26 novembre 2025

Discours d'ouverture

Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)

Chères déléguées et chers délégués de l'Union suisse des paysans,
Chères agricultrices et chers agriculteurs,
Mesdames et Messieurs,

Chaque fois que je me prépare à l'AD, je me pose toujours les mêmes questions. Comment va l'agriculture en ce moment ? Qu'est-ce qui préoccupe les familles paysannes ? Et puis je commence mon discours d'ouverture avec une image appropriée. L'année dernière, certains s'en souviennent peut-être, c'était le pauvre Sisyphe, condamné à pousser encore et encore sa pierre en haut d'une montagne. Cette année, j'ai choisi l'image que vous voyez ici.

Il s'agit d'un funambule. Au-dessous, c'est l'augmentation des coûts, des risques croissants liés aux cultures, des épizooties et des autres dangers imminents. Au-dessus, ce sont les attentes de la société. Sur une corde étroite, nous mettons en équilibre les familles paysannes entre la politique, le marché et la météo. Chaque pas mérite réflexion. Garder l'équilibre est la priorité absolue. S'arrêter ne sert à rien.

S'arrêter : voilà quelque chose que nous, les exploitations agricoles, ne pouvons plus nous permettre depuis longtemps. Chaque année apporte son lot de nouvelles exigences et de nouvelles directives. Les détails des nombreuses réglementations entraînent une énorme charge administrative. Un sujet susceptible de provoquer un pic de tension dramatique chez quasiment toutes les cheffes et tous les chefs d'exploitation. La compréhension du secteur agricole est d'autant plus faible lorsque l'administration avance des idées nouvelles et compliquées. Des solutions simples et compréhensibles sont bien accueillies non seulement par la paysannerie, mais aussi par les autorités, dont elles facilitent le travail et en réduisent les coûts. Si le nombre de fonctionnaires augmente et que la gestion de l'agriculture, ou plutôt des exploitations agricoles, diminue, c'est que quelque chose ne va pas.

Ma tension monte en flèche à la vue d'un autre élément : les prix à la production. Il nous est demandé de produire de manière toujours plus respectueuse de l'environnement, des animaux et du climat. Les revenus et les conditions de travail dans l'agriculture devraient donc s'améliorer. Pourtant, nous sommes rémunérés toujours autant si ce n'est moins pour nos produits. La famille paysanne type ne vit pas des paiements directs. En moyenne, nous générons 80 % de notre revenu sur le marché. Et c'est là qu'a lieu actuellement une perte de valeur.

Une livre de pain à 99 centimes ? Combien touche encore l'agriculture ? C'est comme acheter un vélo électrique à 150 francs sur Temu et se voir offrir la livraison depuis la Chine, où les conditions de travail sont déplorables et où la protection de l'environnement ou du climat est inexistante. Des prix aussi bas sont complètement inutiles. En Suisse, la nourriture est meilleur marché que nulle part ailleurs. Pour preuve, nous y consacrons en moyenne moins de 7 % de notre revenu disponible. Regarder les statistiques sur le gaspillage alimentaire permet de prendre conscience qu'en particulier le pain est très souvent jeté. Moins une chose coûte, moins elle est appréciée. Le Conseil fédéral vient d'ailleurs de communiquer que les objectifs de réduction du gaspillage alimentaire ne sont pas atteints.

La guerre des prix dans le commerce de détail fait surtout des perdantes et des perdants, et ce à tous les niveaux. Notamment chez les familles paysannes. En tant qu'exploitations individuelles, nous sommes mal placés pour négocier. Notre lait n'est pas plus blanc qu'ailleurs et reste en grande partie interchangeable. Au final, nous sommes contraints de réduire nos prestations. Si les prix en magasin baissent, la marge de manœuvre pour des prix équitables à la production et donc pour une gestion rémunératrice diminue également. Plus un produit est bon marché, moins il est durable sur le plan économique, écologique ou social. Toute personne qui promet de s'engager pour la société dans sa publicité devrait également se comporter de manière responsable dans son travail. Or, appliquer des prix cassés pour attirer des clientes et des clients est contraire à cet esprit.

La pression des importations et les prix promotionnels durablement bas au rayon alimentaire créent un contexte dans lequel nous devons de plus en plus rogner sur les marges et la qualité de nos produits. Nous avons besoin d'un commerce de détail, soutenu par les familles paysannes, où l'équité est une valeur importante et réelle. Surtout parce que nous sommes sollicités de toutes parts.

Je pense par exemple au marché du lait. Celui-ci se retrouve sous pression en raison de la production et des droits de douane américains totalement absurdes. La filière doit prendre ses responsabilités. Un autre exemple est le marché du vin. Les exploitations viticoles suisses luttent depuis longtemps contre la forte concurrence étrangère, en général meilleur marché. La baisse de la consommation de vin aggrave encore la situation. Pourquoi ne pas mettre en avant le vin suisse pour une fois, que ce soit en magasin ou au restaurant ? Le choix de spécialités locales n'a jamais été aussi vaste. Et nous n'avons pas à rougir de la qualité.

Nos vinicultrices et viticulteurs, ainsi que toutes les autres exploitations actives dans la production végétale, non seulement luttent contre des importations moins chères, mais doivent aussi relever des défis communs toujours nouveaux. Le changement climatique n'accroît pas seulement le risque lié aux cultures dû à la météo : il apporte aussi de nouvelles maladies et de nouveaux ravageurs dangereux, comme la drosophile du cerisier ou le scarabée japonais. La protection des végétaux est devenue globalement défaillante.

Les éleveuses et éleveurs ont d'autres soucis. Je citerais en premier lieu le loup. Les organisations environnementales ne se lassent pas de minimiser les problèmes que pose le prédateur. Pour les personnes concernées, par contre, le stress est considérable. En effet, la protection des troupeaux est coûteuse et n'est pas sûre à 100 %. Il faut avoir assisté à une attaque de loups sur ses propres animaux pour s'en rendre compte. Les animaux de rente eux non plus ne sont pas épargnés par les maladies et surtout les épizooties hautement contagieuses, comme la maladie de la langue bleue, la peste porcine, la grippe aviaire, la dermatose nodulaire contagieuse ou la redoutable fièvre aphteuse qui sévit en Allemagne et dans d'autres pays européens.

Je n'ai pas encore parlé de l'énorme incertitude liée aux PFAS. Lorsque des exploitations ne peuvent plus vendre leur viande ou leur lait en raison d'un dépassement des valeurs limites, c'est la survie pure et simple qui se retrouve en jeu du jour au lendemain. Nous devons absolument déterminer les causes, trouver une approche pragmatique et garantir une protection financière aux exploitations, car celles-ci ne sont pas coupables. Des délais de transition, des règles applicables, des valeurs limites raisonnables, des recherches et un suivi sont nécessaires.

Oui, je vous l'accorde, je me suis beaucoup plaint jusqu'à présent ; j'ai été à la hauteur de notre image. Or les choses restent ainsi : la situation est tout sauf simple. Cependant, je voudrais aussi profiter de l'occasion

pour jeter un coup d'œil optimiste vers l'avenir. Car c'est à nous tous, dans cette salle, qu'il appartient de le façonner et d'améliorer les conditions cadres. Nombre de thèmes qui y contribuent seront abordés lors de notre assemblée.

Nous accueillons aujourd'hui neuf jeunes professionnels qui se sont battus lors des SwissSkills 2025 pour une place sur le podium. Ces jeunes n'ont pas choisi de s'engager dans une voie sans issue. L'agriculture est porteuse d'avenir ! Nous produisons de la nourriture qui, en fin de compte, est irremplaçable. Nous nourrissons une population toujours plus nombreuse, et ce avec des aliments produits de manière durable et respectueuse des animaux. Et si nous accompagnons ces aliments d'un succulent vin suisse, le monde a l'air un peu plus agréable.

Ce qui me fait plaisir également, c'est l'année agricole écoulée. Cette embellie nous met du baume au cœur après plusieurs années aux conditions parfois déplorables et aux échecs nombreux.

Chères déléguées, chers délégués, nos exploitations, nos familles, travaillent dur chaque jour. Elles produisent des aliments de qualité, entretiennent le paysage et veillent au bien-être des animaux. Elles méritent le respect, un cadre politique approprié et un revenu rémunérateur. Voilà l'équilibre pour lequel nous, l'Union suisse des paysans, et moi-même, en tant que son président, nous engageons au quotidien.

C'est avec ces mots que j'ouvre l'AD d'aujourd'hui et que je vous souhaite à toutes et à tous la cordiale bienvenue.